



LAW
in everyday life

**Cadre de compétences en
littératie juridique**

Livrable D1.3

Maria Rodrigues, Mariana Carola, Pedro Costa¹

¹ INOVA+, PORTUGAL



Cofinancé par
l'Union européenne

Informations du livrable

Accord de subvention n°	
Acronyme du projet	Le projet Law
Titre du projet	Law in Everyday Life
Numéro de projet	2021-1-HR01-KA220-SCH-000031584
Durée du projet	01-11-2021 – 21-10-2024 (36 mois)
WP	<i>WP1 – Cadre de compétences en littératie juridique</i>
Tâche	<i>A1.3. Développement du cadre de compétences</i>
Livrable	<i>D1.3. Cadre de compétences</i>
Statut	<i>Version finale</i>
Numéro de version	6.0
Responsable du livrable	INOVA+
Niveau de diffusion	Publique

Historique des versions

Version	Date	Auteur	Description
1.0	20/09/2022	M. Rodrigues M. Carola	Une première ébauche du cadre de compétences
2.0	09/11/2022	M. Rodrigues M. Carola	Intégration des retours des partenaires
3.0	25/11/2022	M. Rodrigues M. Carola	Intégration des retours des partenaires dans la 2ème version
4.0	13/12/2022	M. Rodrigues M. Carola	Intégration des retours des partenaires dans la 2ème version
5.0	17/01/2023	M. Rodrigues P. Côte	Incorporation des retours de enseignants
6.0	01/11/2023	M. Rodrigues P. Costa	Comparaison et homogénéisation avec le Manuel des Étudiants
7.0	18/12/2023	M. Rodrigues P. Costa	Livraison de la version mise à jour et finale

Résumé du projet

« L'Union est fondée sur les valeurs de (...) la démocratie, (...) l'État de droit et le respect des droits de l'homme (...). Ces valeurs sont communes aux États membres (...) » Cette citation de l'article 2 du traité sur l'Union européenne montre que la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme font partie des valeurs fondamentales de l'UE. Cependant, tous les citoyens européens ne les connaissent pas, notamment les plus jeunes.

Le projet Law in Everyday Life contribue à sensibiliser aux valeurs communes, à l'engagement civique et à la participation des citoyens, en mettant l'accent sur les connaissances juridiques de base comme l'une des compétences nécessaires pour qu'un individu soit actif dans la communauté démocratique à tous les niveaux. Le projet considère les connaissances juridiques de base et leur promotion dans l'éducation et dans d'autres contextes éducatifs comme une condition préalable à un système démocratique de qualité dans l'UE et dans les États membres. Seuls les citoyens qui connaissent et comprennent les concepts, principes et termes juridiques fondamentaux peuvent vivre dans une démocratie, soutenir l'État de droit et protéger les droits fondamentaux.

Le document Compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie¹ énonce clairement la nécessité de responsabiliser les jeunes concernant les concepts et structures juridiques clés. À notre connaissance, il existe un manque évident d'études et de recherches dans ce domaine qui permettraient d'élaborer un cadre de compétences pour les connaissances juridiques de base pour les étudiants âgés de 14 à 18 ans. Ces compétences seront cartographiées en coopération avec des experts juridiques, des praticiens et professionnels de l'éducation pour pallier ce manque.

L'objectif global du projet est de promouvoir des connaissances juridiques de base dans les écoles. Cet objectif devrait être atteint en développant **un cadre de compétences pour les connaissances juridiques de base pour les jeunes de 14 et 18 ans**. Conformément au cadre de compétences, les partenaires développeront du matériel pédagogique et d'apprentissage, notamment un programme de formation des enseignants, un manuel de l'élève, un manuel de l'enseignant ainsi qu'un MOOC, pour permettre à tout acteur de l'éducation de développer des programmes, des projets, des sujets, du matériel et des activités éducatifs visant à accroître les connaissances juridiques de base. L'objectif ultime du projet est de sensibiliser à l'importance de la culture juridique dans l'éducation et dans notre vie quotidienne.

¹La recommandation du Conseil du 22 mai 2018 sur les compétences clés pour l'apprentissage tout au long de la vie est disponible [ici](#).

Table des matières

<i>Cadre de compétences en littératie juridique</i>	6
COMPÉTENCES TRANSVERSALES	7
CADRE DE COMPÉTENCES EN LITTÉRATIE JURIDIQUE CADRE.....	7
Cadre de Compétences Transversales.....	8
ÉTUDIANTS DE 14 ANS CADRE DE COMPÉTENCES EN LITTÉRATIE JURIDIQUE.....	10
Cadre de compétences pour les étudiants de 14 ans.....	11
ÉTUDIANTS DE 18 ANS CADRE DE COMPÉTENCES EN LITTÉRATIE JURIDIQUE.....	18
Cadre de Compétences pour les Étudiants de 18 ans	19

Cadre de compétences en littératie juridique

Le cadre de compétences en littératie juridique est basé sur les conclusions des rapports nationaux du Portugal, de l'Italie, de la France et de la Croatie, les enseignements de l'étude cartographique, les enseignements du partenariat, les avis d'experts juridiques ainsi que la littérature. En tant que tel, le cadre de compétences comprend les principaux sujets et les résultats éducatifs attendus que les étudiants de 14 et 18 ans doivent atteindre, après avoir utilisé les ressources développées dans le cadre de ce projet. Le cadre est divisé en différents domaines selon les recherches développées par les partenaires et servira de base à la sensibilisation à l'importance de la culture juridique pour devenir une partie intégrante de l'éducation civique.

Les tableaux suivants sont répartis selon la tranche d'âge avec laquelle ils doivent être utilisés. Au cours de la recherche et du développement du cadre de compétences, il est apparu nécessaire de créer un **domaine transversal**, utile aux étudiants de 14 et 18 ans, comme point de départ pour une connaissance juridique plus complète et plus approfondie. Ce domaine transversal, «l'ABC du droit», regroupe les principes de base, les idées et les concepts associés au système juridique.

Outre les domaines et les résultats pédagogiques attendus, les tableaux comprennent également un exemple de méthodologie par sujet, qui peut être utilisé pour aider les enseignants à enseigner ces concepts de manière plus interactive. Les méthodologies proposées s'appuient sur les constatations et les résultats du rapport de synthèse, qui s'appuie sur les contributions d'experts juridiques. **Il convient de garder à l'esprit que ces méthodologies servent uniquement à illustrer différentes approches afin d'offrir une expérience d'apprentissage plus intéressante aux étudiants.** Par conséquent, les enseignants peuvent utiliser d'autres approches pour enseigner les sujets et ne doivent pas nécessairement se limiter aux options suggérées.

Les tableaux suivants présentent les domaines dans lesquels les étudiants travailleront et développeront leurs compétences en matière de culture juridique, ainsi que certaines méthodologies proposées pour l'enseignement.



**COMPÉTENCES
TRANSVERSALES**
CADRE DE COMPÉTENCES
EN LITTÉRATIE JURIDIQUE

Cadre de Compétences Transversales

Tableau1- Cadre de Compétences Transversales

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
« ABC du droit »	La différence entre la loi, la morale, les coutumes et les règles	<ul style="list-style-type: none"> L'élève distingue les notions de droit, de morale, de coutumes et de règles L'élève fait la distinction entre les lois morales et éthiques. L'élève décrit le concept de moralité lié aux principes des bons et des mauvais comportements. L'élève accepte que chacun puisse avoir ses principes moraux, mais que les règles juridiques s'appliquent à tous. 	Développement de cartes conceptuelles ; Analyse et dramatisation/situations humoristiques issues de la littérature mondiale, de l'histoire, du cinéma ou des jeux informatiques.
	La séparation des pouvoirs entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> L'élève explique les fondements de la démocratie et le concept d'État laïc (c'est-à-dire le pouvoir représentatif). L'élève définit la séparation des pouvoirs, les décrit et explique cette répartition. L'élève reconnaît la séparation des pouvoirs aux niveaux local, national et européen, leur rôle et leurs compétences. L'élève considère la violation de la séparation des pouvoirs comme préjudiciable à la démocratie et à l'État de droit. 	Jeu de rôle avec 3 personnages (législatif, exécutif et judiciaire) et chaque élève <i>/persona</i> assume et défend les caractéristiques de chaque branche.

	Les notions de personnalité juridique et de capacité juridique	<ul style="list-style-type: none">• L'élève définit les notions de personnalité juridique et de capacité juridique.• L'élève identifie des situations quotidiennes dans lesquelles ces concepts sont appliqués.• L'élève explique la notion d'acte juridique.• L'élève fait le lien entre citoyen, citoyenneté et pensée critique.	Présentations individuelles basées sur leur expérience personnelle quotidienne ; Travail collaboratif; TedTalks
--	--	---	---

The background of the page is a light orange color, overlaid with numerous handprints of various colors including brown, white, yellow, and grey. The handprints are scattered across the page, some overlapping, creating a sense of diversity and community.

ÉLÈVES DE 14 ANS

CADRE DE COMPÉTENCES

EN LITTÉRATIE JURIDIQUE

Cadre de compétences pour les élèves de 14 ans

Tableau 2 – Droits et obligations fondamentaux attachés à la vie dans un État

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Droits et obligations fondamentaux liés à la vie dans un État	La différence entre les droits, les devoirs et les obligations	<ul style="list-style-type: none"> L'élève différencie les notions de droits, devoirs et obligations. L'élève associe la liberté et la responsabilité et fait la distinction entre la responsabilité morale et civile (juridique). L'élève décrit l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme en tant que références importantes pour la protection des droits de l'homme. L'élève énumère et explique ses droits, devoirs et obligations en tant que citoyen de son État et de l'UE. 	Apprentissage par projet (les étudiants doivent créer un projet/prototype basé sur la DUDH/CEDH) ; Débats.
	La portée et les limites de la liberté d'expression politique	<ul style="list-style-type: none"> L'élève définit la liberté d'expression et son importance pour une société démocratique. L'élève nomme différents systèmes politiques nationaux (par exemple démocratie, monarchie, dictature, etc.) et identifie le niveau de liberté d'expression associé à chacun. 	Débat dans lequel les groupes d'étudiants doivent défendre des idées opposées ; Jeux de rôle; Rapporter quelques exemples réels actuels.

		<ul style="list-style-type: none"> • L'élève nomme et décrit les documents juridiques internationaux, européens et nationaux pertinents concernant la liberté d'expression. 	
	<p>La notion et les limites du droit au libre accès à l'information</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève définit ce qu'est le droit au libre accès à l'information. • L'élève s'adresse aux établissements où certains types d'informations doivent être recherchés. 	<p>Création d'un blog promouvant l'éducation aux médias au niveau local ou national ;</p> <p>Idée concrète de l'activité : <i>enquêter sur les différences dans la liberté du journalisme (HND actif dans certains pays, liberté du journalisme réduite dans d'autres pays, conséquences de la violation des interdictions imposées aux journalistes).</i></p>
	<p>Le sens de la présomption d'innocence et les droits qui en découlent</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève définit la notion de présomption d'innocence et son importance pour l'État de droit. • L'élève décrit le concept de "<i>in dubio pro reo</i>". • L'élève énumère et explique d'autres droits en matière de procédure pénale. 	<p>Rechercher le sens de la présomption d'innocence et les droits qui y sont associés et préparer une présentation ;</p> <p>Débats sur la justice pénale (avantages et inconvénients de la peine de mort ; emprisonnement à vie ; âge minimum de la responsabilité pénale) ;</p> <p>Idée concrète de l'activité : <i>Examiner les exemples dans lesquels des enseignants ou des</i></p>

			<i>policiers sont accusés, et dans la présentation la signification de la présomption d'innocence et les droits qui y sont associés, et indiquer si et pourquoi les personnes mentionnées doivent encore être temporairement « retirées » du système jusqu'à ce qu'elles soient innocentées est prouvé.</i>
La gradation de la responsabilité pénale en fonction de l'âge	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève différencie le concept de responsabilité de ne pas être responsable. • L'élève reconnaît l'âge auquel une personne peut être tenue pénalement responsable dans les différents pays. • L'élève identifie les situations qui peuvent être sanctionnées par la loi, selon son âge. 	<p>Les élèves recréent un procès pour comprendre tout ce qui implique la responsabilité pénale, avec la participation d'un expert judiciaire (si possible).</p> <p>Interprétation de cas réels.</p>	
Le interdictions légales de trouble à l'ordre public	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève différencie les types de troubles publics (par exemple, vandalisme, graffitis, hooliganisme, écoute de musique forte). • L'élève clarifie le concept et l'importance de la désobéissance civile. • L'élève identifie les conséquences des actes de désordre public. 	<p>Présentation en classe en groupe/duo (travail collaboratif).</p> <p>Participation d'une autorité judiciaire (un policier par exemple) en classe pour discuter d'exemples de violations de l'ordre public et de la paix dans la vie quotidienne (quartier, informations issues des médias).</p>	

Tableau 3 - Relations familiales

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Relations familiales	Les droits de l'enfant selon le droit national et international	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève cite les principaux instruments juridiques au niveau de l'État et de l'UE, créés pour protéger les enfants. • L'élève décrit la Déclaration universelle des droits de l'enfant (UNICEF) et la Charte des droits fondamentaux de l'UE comme des références importantes pour la protection des droits de l'homme. • L'élève identifie les différences entre les droits des enfants dans son pays et dans d'autres pays, le cas échéant. 	<p>Regardez un film sur ces sujets et discutez-en en classe (par exemple, Turtles Can Fly).</p> <p>Une visite au Bureau du Médiateur pour les enfants ou dans une autre institution, un expert qui protège les droits des enfants.</p>
	Les Fondamentaux de la parentalité	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève donne une définition juridique du mariage et explique le concept de paternité et de maternité. • L'élève décrit comment la paternité et la maternité sont légalement établies. • L'élève décrit les droits et devoirs fondamentaux liés à la parentalité. • L'élève décrit les droits et devoirs fondamentaux des enfants envers leurs parents. 	<p>Les élèves analysent une étude de cas en binôme et en discutent avec leurs collègues.</p>

Tableau 4 - La sécurité sur Internet

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
La sécurité sur Internet	Les modalités de protection des données sur Internet	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève définit la protection des données et reconnaît sa démarche. • L'élève énumère et décrit les grands principes du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). • L'élève décrit les méthodes essentielles de protection des données. • L'élève applique les principes de base des lignes directrices nationales et européennes en matière de cybersécurité. 	<p>Développement d'une affiche avec les principales idées associées à la protection des données à présenter à la communauté scolaire.</p> <p>Promotion de conférences organisées par les étudiants avec participation et implication de l'ensemble de la communauté (EE, partenaires extérieurs, gouvernement local et autarcie).</p> <p>Organisation d'une commission pour distinguer : la meilleure affiche, la meilleure vidéo.</p>
	L'interdiction du parjure, des insultes, du harcèlement et d'autres formes de discours illégaux sur Internet	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève connaît les limites de la liberté d'expression sur les réseaux sociaux/Internet. • L'élève discute des conséquences associées à la cyberintimidation et à d'autres formes de langage abusif. • L'élève reconnaît le code de conduite national (le cas échéant) et européen pour lutter contre les discours de haine illégaux en ligne. 	<p>Des présentations d'experts prenant en compte l'âge des élèves.</p> <p>Campagnes de sensibilisation.</p>

- L'élève identifie les actions à entreprendre et à qui s'adresser lorsqu'il est confronté à un langage abusif en ligne.

Tableau 5 – Éthique juridique et sociale

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Éthique juridique et sociale	Les différentes formes de délinquance sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève reconnaît l'importance de l'égalité des sexes et du droit à l'autodétermination et au respect de la différence. • L'élève compare la manière dont la loi est liée au sexe et à la sexualité dans son pays et dans l'UE. • L'élève distingue des formes de délinquance sexuelle. • L'élève reconnaît les principales caractéristiques du harcèlement sexuel. • L'élève décrit le processus de signalement d'un harcèlement sexuel. 	<p>Présentations d'experts prenant en compte l'âge des élèves.</p> <p>Discutez avec des experts d'organisations de sensibilisation et de protection des victimes</p>
	Les interdictions d'usage et de distribution de médicaments non médicaux	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève identifie ce qu'est un médicament non médical. • L'élève reconnaît les normes juridiques et les conséquences de l'utilisation/possession/distribution et vente de médicaments non médicaux. 	<p>L'école invite un expert en drogues non médicamenteuses (par exemple un policier, ou un expert de santé) OU des associations qui travaillent dans le domaine, des personnes qui témoignent, à la 1ère personne, de leur parcours additif.</p>

	<p>Les interdictions légales d'enregistrement et/ou de distribution non autorisés de contenu</p>	<ul style="list-style-type: none">• L'élève connaît la notion de droit d'auteur.• L'élève définit les limites de l'enregistrement et/ou de la diffusion de différents types de contenus (audio, vidéo, pièces de théâtre, concerts, etc.).• L'élève décrit les conséquences associées à l'enregistrement et/ou à la diffusion non autorisée de contenus.• L'élève discute des moyens de lutter contre l'enregistrement et/ou la distribution non autorisés de contenu.	<p>L'école invite un expert du secteur audiovisuel pour expliquer l'importance de protéger son œuvre.</p> <p>Regardez un film thématique avec une discussion et des conclusions ultérieures.</p>
--	--	---	--

The background of the page is a light orange color, overlaid with numerous handprints of various colors including shades of brown, yellow, white, and grey. The handprints are scattered across the page, some overlapping, creating a sense of diversity and community.

ÉLÈVES DE 18 ANS

CADRE DE COMPÉTENCES

EN LITTÉRATIE JURIDIQUE

Cadre de Compétences pour les Étudiants de 18 ans

Tableau 6 – Fondements de l'ordre juridique et de l'organisation de l'État

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Fondements de l'ordre juridique et de l'organisation de l'État	La hiérarchie des normes juridiques	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève connaît la notion d'État et ses éléments (ex : nation, territoire, souveraineté). • L'élève décrit les mécanismes d'adoption et de modification des lois et de la Constitution. • L'élève explique comment les lois sont structurées et leur hiérarchie dans leurs pays nationaux. • L'élève interprète les grands principes de la Constitution nationale. • L'élève différencie l'illégalité de l'inconstitutionnalité. 	Les élèves créent un quiz à jouer avec leurs pairs (gamification).
	L'interaction entre le droit national et supranational (par exemple le droit de l'UE, le droit du Conseil de l'Europe ou des Nations Unies)	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève reconnaît la structure hiérarchique, c'est-à-dire la hiérarchie des réglementations ou lois individuelles. • L'élève définit ce que sont les lois nationales et supranationales. • L'élève analyse la relation entre les lois nationales et les lois de l'UE et catégorise la hiérarchie des institutions européennes.. 	Les élèves élaborent une carte conceptuelle.

La notion et les principes fondamentaux du budget public

- L'élève analyse les principales caractéristiques du budget public.
- L'élève compare les budgets publics et privés.
- L'élève illustre l'impact du budget public sur sa vie quotidienne.

Les élèves simulent l'élaboration du budget public.

Tableau 7 – Bases des droits et obligations attachés à la vie dans un État

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	
Droits et obligations fondamentaux liés à la vie dans un État	Les principes fondamentaux de l'autonomie gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève différencie les types de pouvoir d'un gouvernement (par exemple administratif, financier, politique, législatif). • L'élève définit la notion de souveraineté. • L'élève décrit le principe de l'autonomie gouvernementale au sein d'un État souverain. • L'élève établit la relation entre l'État et les unités/régions autonomes. 	Les élèves préparent une pièce de théâtre illustrant la relation entre l'État et les unités/régions autonomes, les différents types de pouvoir, etc.
	Les voies de protection juridique devant le système judiciaire et administratif	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève définit les concepts de base associés au système judiciaire et administratif. • L'élève reconnaît les fondamentaux de la protection juridique et son applicabilité (différentes juridictions dans différents types de litiges). 	Recherche individuelle et présentation d'un projet.

Tableau8- Fondements du droit civil

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Fondements du droit civil	Les fondamentaux de l'héritage	<ul style="list-style-type: none"> L'élève définit les notions de base liées à la succession (homologation, bénéficiaires, héritiers, héritiers, testament, etc.) L'élève distingue l'héritage par testament de l'héritage sur la base de la loi. 	Les élèves analysent une étude de cas dans laquelle ils mettent en pratique leurs connaissances en matière de successions
	Les notions de base sur les contrats les plus utilisés	<ul style="list-style-type: none"> L'élève explique la notion de contrat. L'élève distingue les types de contrats les plus fréquemment utilisés (contrat de vente, contrat d'emprunt, contrat d'échange). L'élève aborde les bases associées à un contrat de vente en ligne. L'élève définit la notion de contrat de location et explique comment celui-ci est établi. 	Les élèves analysent différents types de contrats avec lesquels ils peuvent interagir au quotidien (contrats de travail, Spotify, Netflix, etc.)

Tableau9- Entrepreneuriat et travail

Domaine	Sujets	Résultats éducatifs attendus	Méthodologie
Entrepreneuriat et travail	Les fondamentaux des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève reconnaît les bases des formes juridiques et les exigences de capital minimum pour créer une entreprise dans différents pays. • L'élève définit les formes de fermeture d'entreprise. • L'élève reconnaît les conditions de vente légale d'objets artisanaux et de création d'une entreprise en ligne. 	L'école invite un manager à présenter les conditions requises pour créer et fermer une entreprise.
	Les informations de base sur les droits dans le cadre des relations de travail et liés à ces relations	<ul style="list-style-type: none"> • L'élève énumère les droits fondamentaux des travailleurs en matière de droit du travail. • L'élève décrit ses droits en matière de soins de santé et de sécurité au travail. • L'élève reconnaît l'importance de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur le marché du travail. • L'élève identifie les principes fondamentaux de la réglementation du travail. • L'élève différencie les types de contrats de travail. 	L'école invite un responsable des ressources humaines à présenter les droits et devoirs des salariés sous contrat de travail OU invite le commissaire à la sécurité du travail ou le délégué à la protection des données personnelles.



pistes solidaires



Partners

Coordinator

Forum Za Slobodu Odgoja – Croatia
www.fso.hr

Sveuciliste U Rijeci – Croatia
www.uniri.hr

Centro Per Lo Sviluppo Creativo Danilo Dolci – Italy
www.danilodolci.org

Pistes Solidaires – France
www.pistes-solidaires.fr

Inova+ – Innovation Services – Portugal
www.inova.business

Agrupamento de Escolas de Vilela – Portugal
www.esvilela.pt

thelawproject.eu

